

vernement qui dirige le pays devrait être aussi soucieux d'une région qu'il l'est d'une autre. Si un gouvernement veut s'appeler gouvernement national, il doit se soucier de tous les secteurs de l'économie.

Cependant, ce qui m'inquiète le plus est ce qui arrive dans ma région. Je me demande si ce budget ou ce mini-budget est utile aux centaines de personnes qui y vivent. En ce qui me concerne, la réponse est non. Le gouvernement n'a aucun programme qui puisse répondre aux besoins de cette collectivité. Je ne le dis pas dans le sens strict du terme, car l'agriculture et l'industrie sont interdépendantes; elles ne sont pas isolées de l'ensemble de l'économie, et si l'économie en général va bien, il en ira probablement de même pour l'agriculture, et vice versa. L'agriculture est une industrie qui décuple le pouvoir d'achat de l'argent qu'elle produit; ce pouvoir d'achat est disséminé, car il est impossible aux cultivateurs de conserver leurs gains et ils sont obligés de les dépenser.

Un rapport publié récemment par un groupe d'étude parle de recycler les cultivateurs et de leur faire quitter leurs terres. Il est absolument idiot de faire quitter la terre à ces gens et de les former à d'autres emplois quand on a autant de chômeurs qu'à l'heure actuelle. Quels emplois? Le gouvernement a-t-il jamais respecté le taux de chômage de 3 p. 100 conseillé par le Conseil économique? Quand il prendra un engagement de ce genre, peut-être pourra-t-on prendre au sérieux les recommandations du groupe d'étude mais jusque-là, pour ma part, je n'ai nullement l'intention de le prendre au sérieux. A l'heure actuelle, nous ne pouvons offrir assez d'emplois à ceux qui veulent abandonner l'agriculture, sans compter ceux que certains économistes visionnaires voudraient voir abdiquer aussi.

Monsieur l'Orateur, dans le même document, on fait grand état du fonds de stabilisations de 100 millions de dollars qui sera établi en faveur des agriculteurs. Ce sera une injection annuelle, si on la donne même pour un an. Acceptons l'idée que l'intention est sincère. Au cours des autres années, le fonds de stabilisation sera alimenté au moyen d'une réduction de 3 p. 100, non pas de 3 p. 100 du produit net, mais de 3 p. 100 du produit brut. Ce sera une sorte d'impôt foncier. En vertu du régime proposé, nous paierons, que nous perdions, ou que nous gagnions \$50,000. Monsieur l'Orateur, l'impôt est prélevé à la pointe. On le prélève sur le produit brut, ce qui est ridicule.

Certains diront: «Que ce soit 1 p. 100 et non pas 3 p. 100.» Je ne commenterai pas l'idée de la stabilisation très en détail, car d'autres occasions se présenteront de le faire, mais voici l'avertissement que je donne au gouvernement: dites toute la vérité, ne présentez pas à la Chambre la moitié de l'affaire; dites à la population que l'agriculteur paiera à la pointe, et cela, pour stabiliser son revenu à un niveau qui pourrait ne pas dépasser le seuil de la pauvreté.

Monsieur l'Orateur, je ne veux pas que quelqu'un me garantisse la pauvreté; je puis le faire tout seul. Je n'ai pas besoin que le gouvernement me garantisse la pauvreté. S'il veut veiller à ce que le niveau de mon revenu équivale ou soit supérieur au coût de revient de la production pour le cultivateur compétent moyen, il parle

[M. Gleave.]

alors de revenu garanti, et ce serait une réalité. Mais ce dont le gouvernement parle est un mythe, un songe. Ses membres devraient écouter les cultivateurs et leur parler comme je l'ai fait il y a une semaine, s'asseoir dans une salle et en écouter 25; ils connaîtraient la réaction. Ils sauraient alors ce que les cultivateurs pensent. A l'heure actuelle, nous ne savons ce que le gouvernement a l'intention de faire. Les vis-à-vis devraient donc assister aux réunions. Ainsi, ils connaîtraient la réaction et sauraient ce que pensent les fermiers.

Nous ne serons pas certains des chiffres tant que le ministre n'aura pas fait une déclaration complète, un de ces jours. A plus d'une reprise, j'ai demandé au ministre chargé de la Commission du blé de faire une déclaration à l'appel des motions, et il serait à peu près temps qu'il dise exactement à la Chambre ce à quoi il pense. Les Canadiens regardent le budget et se disent: encore des fonds destinés aux cultivateurs de l'Ouest; ils ont de l'argent à revendre; ils en ont par-dessus la tête et mènent grand train.

La même chose s'est produite l'an dernier lorsque le gouvernement a parlé de donner 140 millions de dollars aux cultivateurs. Ils ne les ont pas encore reçus et de toute façon, ils n'en auront guère que la moitié. Non seulement le gouvernement s'attend que les cultivateurs se relèvent à la force des poignets mais encore qu'ils se tiennent debout une fois qu'ils auront réussi à s'y mettre. Voilà à peu près le fond de son programme. Pour compenser ce qu'il lui en coûte, le gouvernement continuera les paiements d'entreposage et l'assistance à l'agriculture des Prairies. Il essaiera de récupérer l'argent qu'il a dépensé aussi vite que possible. Voilà de façon typique comment procède le gouvernement actuel. Voilà deux ans que je suis ici et je suis presque en mesure de caractériser sa méthode.

• (9.30 p.m.)

Le gouvernement a dit qu'il va augmenter les pensions de vieillesse en prenant aux riches pour donner aux pauvres. Mais quand on examine cela de plus près, on s'aperçoit que c'est ceux qui sont à l'échelon supérieur des barèmes de pension qui vont financer ceux qui sont aux échelons inférieurs. Il n'est pas question des riches; ils ne figurent nullement dans l'équation. Quand le gouvernement dit qu'il va stabiliser le revenu des cultivateurs et les revenus tirés des céréales, il veut dire qu'il le fera aux dépens des intéressés. Il va se servir du régime du marché libre pour vendre le plus possible. Voilà ce que je prédis.

D'un côté, il y a le mythe, de l'autre, la réalité. Lorsque le prix du porc baisse de 22c. la livre ou de \$22 le quintal, rien ne se produit. Il existe un programme de stabilisation des prix du porc; le seul ennui, c'est qu'il ne fonctionne pas. Tout le budget n'est qu'un tour de passe-passe. Le gouvernement débloque des fonds pour divers genres de prêts, il laisse l'impression que la production agricole va reprendre; que le chômage va diminuer avec la création de nouveaux emplois.

J'espère sincèrement que les céréaliers de l'Ouest vont faire tenir au gouvernement un message clair et net: qu'ils n'acceptent pas le programme proposé visant les céréales. Ce programme ne fera pas disparaître les diffi-